

NovaWatt

Contact : Aurélie Lemerancier

Tél : 01 73 29 47 85

Commission de Régulation de
l'Energie

Direction des infrastructures et
des réseaux de gaz (DIRGAZ)

Paris, le 31/03/09

Objet : Réponse à la Consultation Publique du 03/03/09

Conditions d'acheminement du gaz pour les centrales de production d'électricité raccordées aux réseaux de transport de gaz naturel

***Q1** - Pensez-vous que l'analyse technique de GRTgaz est suffisante pour justifier un changement des règles d'acheminement et d'équilibrage ? Si non, quels éléments complémentaires vous paraissent nécessaires ?*

R1 – Il est dit dans la note d'intention de GRTgaz que :

- La modulation liée aux consommations résidentielle et tertiaire est relativement faible (0.2 fois le débit moyen horaire), et qu'elle représente en moyenne 80 GWh/jour dans la zone H.
- Le gaz en conduite constitue un stock de 50 à 150 GWh/jour.
- GRTgaz s'appuie sur les stockages de Storengy pour « faire face environ aux 2/3 des besoins liés à la modulation intra-journalière des consommations », soit $80 \times \frac{2}{3} = \text{approx. } 53 \text{ GWh}$.

Au vu de ces chiffres, le stock de gaz en conduite semble relativement disponible pour répondre, dans la plupart des cas aux besoins de modulation des centrales.

Pourrait-on disposer de simulations plus précises sur les besoins de modulation intra-journalière en partant du principe que les centrales à gaz augmentent leur consommation de gaz entre 7h et 21h :

- En différents points du réseau : centrales en bout d'antenne (et/ou avec stock de gaz en conduite) vs. centrales près des artères principales
- A différentes périodes de l'année : journée type d'hiver, journée type d'intersaison, journée type d'été, journée de grand froid (hors pointe 2% et à la pointe 2%)
- En précisant les sources de flexibilité mobilisées (gaz en conduite, stockage, terminaux méthaniers).

***Q2** - Pensez-vous qu'il est souhaitable de maintenir un équilibrage journalier sur les réseaux de transport de gaz naturel ?*

R2 – Oui, il est souhaitable de maintenir l'équilibrage journalier sur les réseaux de transport. Le passage à un équilibrage horaire entraînerait des complications dans la gestion des capacités et des flux de gaz qui constituerait un obstacle supplémentaire à l'arrivée de nouveaux entrants sur le marché, notamment ceux non affiliés aux opérateurs historiques des différents pays. Cette complication, applicable à tous et tout le temps, ne doit pas être la réponse à des problèmes délimités durant certaines périodes.

Q3 - *Pensez-vous que les producteurs d'électricité doivent être soumis à l'obligation de fournir au GRT, la veille pour le lendemain, leur programme horaire de consommation de gaz naturel ?*

R3 – La fourniture d'un programme horaire en J-1 est envisageable, à condition de pouvoir le renommer en J sur un pas de temps calé sur les guichets du MA de RTE. Dans le cas contraire, la flexibilité apportée à RTE via le MA diminuerait fortement. Il faudrait exclure de cette obligation les « petites » centrales car le rapport qualité/prix de la mesure semble discutable.

Q4 - *Quelle est votre analyse de la proposition de GRTgaz de mettre en place une obligation d'équilibrage horaire pour les centrales de production d'électricité, voire plus généralement, pour les gros consommateurs fortement modulés ?*

R4 – Concernant les centrales de production d'électricité, la mise en œuvre d'une obligation d'équilibrage horaire est une contrainte par rapport au fonctionnement sur le Mécanisme d'Ajustement de RTE. Si cette règle est mise en place, elle ne devrait s'appliquer qu'aux plus gros consommateurs ayant un impact tangible sur le système (par exemple, sites dont la consommation horaire est > 600 MWhPCS/h correspondant à un CCG de 300 MW).

Les plus petites centrales / consommateurs devraient rester à l'équilibrage journalier : le poids de la complication de gestion paraît disproportionné par rapport au gain apporté à GRTgaz.

Q5 - *Quelle est votre analyse du modèle « fourniture de la flexibilité intra-journalière par les GRT, dans le cadre de l'offre d'acheminement régulée » décrit au paragraphe 4.4.2 de la note de consultation ? Pensez-vous que l'offre correspondante, si elle s'avérait payante, devrait être optionnelle ?*

R5 – Nous sommes favorables à la coexistence de deux modèles : une offre intégrée destinée aux expéditeurs alimentant des centrales électriques, et la possibilité pour les expéditeurs de contracter des sources de flexibilité en direct. Ce 2^{ème} modèle impliquant évidemment que les détenteurs de flexibilité (stockeurs, terminaux méthanier) proposent une offre commerciale adaptée, transparente et non discriminatoire.

Dans le cas de l'offre régulée, la refacturation du surcoût aux seuls expéditeurs fournissant des centrales électriques reste à débattre. En effet, une centrale susceptible de produire de l'électricité dans une zone de faiblesse du réseau électrique bénéficie à la collectivité, notamment en période de pointe : doit-elle porter seule le surcoût (à démontrer) lié à l'adaptation des infrastructures gazières ?

Q6 - *Quel que soit le modèle retenu, êtes-vous favorable à ce que des différences de traitement soient prévues en fonction de l'emplacement géographique des centrales électriques, ou en fonction de l'avancement des projets ? Si oui, lesquelles et suivant quels critères ?*



R6 – Des différences de traitement doivent être prévues en fonction de l'impact de la modulation intra-journalière des différents acteurs sur le réseau de transport de gaz.

Les critères à retenir nous paraissent être les volumes de modulation intra-journalière et la localisation géographique : une centrale située en bout d'antenne génère a priori moins de fluctuations au niveau du réseau principal qu'une centrale raccordée à proximité immédiate.

Par ailleurs, les centrales localisées sur des zones de congestion de RTE doivent bénéficier d'un accès prioritaire aux capacités de gaz, au titre de l'appui fourni au réseau électrique.

En revanche, introduire des règles différentes en fonction du stade d'avancement de chaque projet ne nous semble pas pertinent : cela pourrait conduire à des discriminations de fait une fois que les installations sont mises en service.

***Q7** - Dans l'hypothèse où des obligations d'équilibrage horaire seraient introduites, pensez-vous qu'elles devraient s'appliquer seulement aux expéditeurs pour l'alimentation des centrales électriques, aux expéditeurs pour l'alimentation de tous les plus gros consommateurs en fonction de seuils à définir, ou à tous les expéditeurs sur l'ensemble de leur clientèle ?*

R7 – Les obligations d'équilibrage horaire éventuellement introduites ne devraient s'appliquer qu'aux « gros » consommateurs susceptibles de perturber significativement le fonctionnement du réseau de transport par des variations de consommation intra-journalière fortes et non prévisibles et/ou « foisonnables ». Leur application à tous les expéditeurs pour l'ensemble de leur clientèle constituerait une barrière à l'entrée de nouveaux opérateurs, et donc une désoptimisation du système.

***Q8** - Que pensez-vous des suites de la consultation publique et de la poursuite des travaux du groupe de concertation envisagées au paragraphe 4.5 du document de consultation ?*

R8 – La poursuite des travaux du groupe de concertation afin de clarifier les règles d'acheminement et d'équilibrage applicables aux centrales semble indispensable. Les méthodes de calculs et les cas d'application doivent être communiqués. Ce groupe doit être ouvert à l'ensemble des acteurs électriques concernés.

***Q9** - Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?*

R9 - Il importe de bien considérer la problématique globale électrique et gazière et de ne pas aggraver les discriminations résultant de logiques de tarification de l'usage des réseaux en « timbre-poste » sur l'électricité et « à la distance » sur le gaz.

Cette différence d'approche conduit à dissuader le développement de production dans les zones où elle serait le plus utile à la collectivité. On pourrait réfléchir à un mécanisme de compensation des charges additionnelles supportées pour assurer un certain « service public ».

